

La biocitoyenneté à l'ère du néolibéralisme

Céline Lafontaine

Numéro 792, septembre–octobre 2017

Le corps obsolète ? L'idéologie transhumaniste en question

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86229ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lafontaine, C. (2017). La biocitoyenneté à l'ère du néolibéralisme. *Relations*, (792), 23–26.

LA BIOCITOYENNETÉ À L'ÈRE DU NÉOLIBÉRALISME

*Fondée sur une conception du corps comme capital,
la biocitoyenneté néolibérale est le véritable terreau du transhumanisme.*

Céline Lafontaine

L'auteure, professeure au Département de sociologie de l'Université de Montréal, a publié entre autres *Le Corps-marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie* (Seuil, 2014)

L'identité contemporaine est plus *biologique* que jamais, dans la mesure où les sciences du vivant ont complètement modifié la conception de la vie humaine. Le corps est désormais perçu comme une matière malléable et perfectible, pouvant être améliorée par le biais des technologies. Alors qu'il sous-tendait, dans l'esprit des Lumières, un progrès global des sociétés, l'idéal de perfectibilité est ainsi réduit à son versant individualiste et biologique. À l'ère néolibérale, on ne cherche plus à changer le monde, mais bien à perfectionner le corps humain afin de le rendre plus performant. C'est ce que le sociologue Nikolas Rose appelle la politique *de la vie en elle-même*¹, c'est-à-dire que les sciences de la vie s'attardent désormais à comprendre et à manipuler les processus biologiques premiers, aux plans génétique et cellulaire. Visant précisément l'optimisation des potentialités productives de la vie *en elle-même*, la *bioéconomie* représente le stade ultime du capitalisme globalisé. À titre d'exemple, on peut penser aux OGM qui supposent une modification génétique de certains organismes afin de les rendre plus productifs et performants. Non seulement la bioéconomie canalise-t-elle l'ensemble des politiques néolibérales en matière d'innovation et de recherche depuis le début des années 1980, mais elle participe aussi à la redéfinition des fondements mêmes de la citoyenneté². Qu'il soit question de modification génétique, de l'utilisation de cellules souches pour de nouveaux traitements, de la prise de médicaments pour augmenter les résultats scolaires ou encore du suicide assisté et des politiques de fin de vie, la notion de *biocitoyenneté* réfère à l'ensemble des mouvements sociaux centrés sur des questions de santé, dans un sens très large. Cela inclut les questions relatives à la reproduction, au vieillissement, à la mort ainsi que celles qui touchent à l'amélioration du corps humain. En ce sens, la bioéconomie est indissociable de la biocitoyenneté, c'est-à-dire d'une nouvelle forme de citoyenneté centrée sur l'optimisation des potentialités biologiques et corporelles des individus.

Le corps comme capital

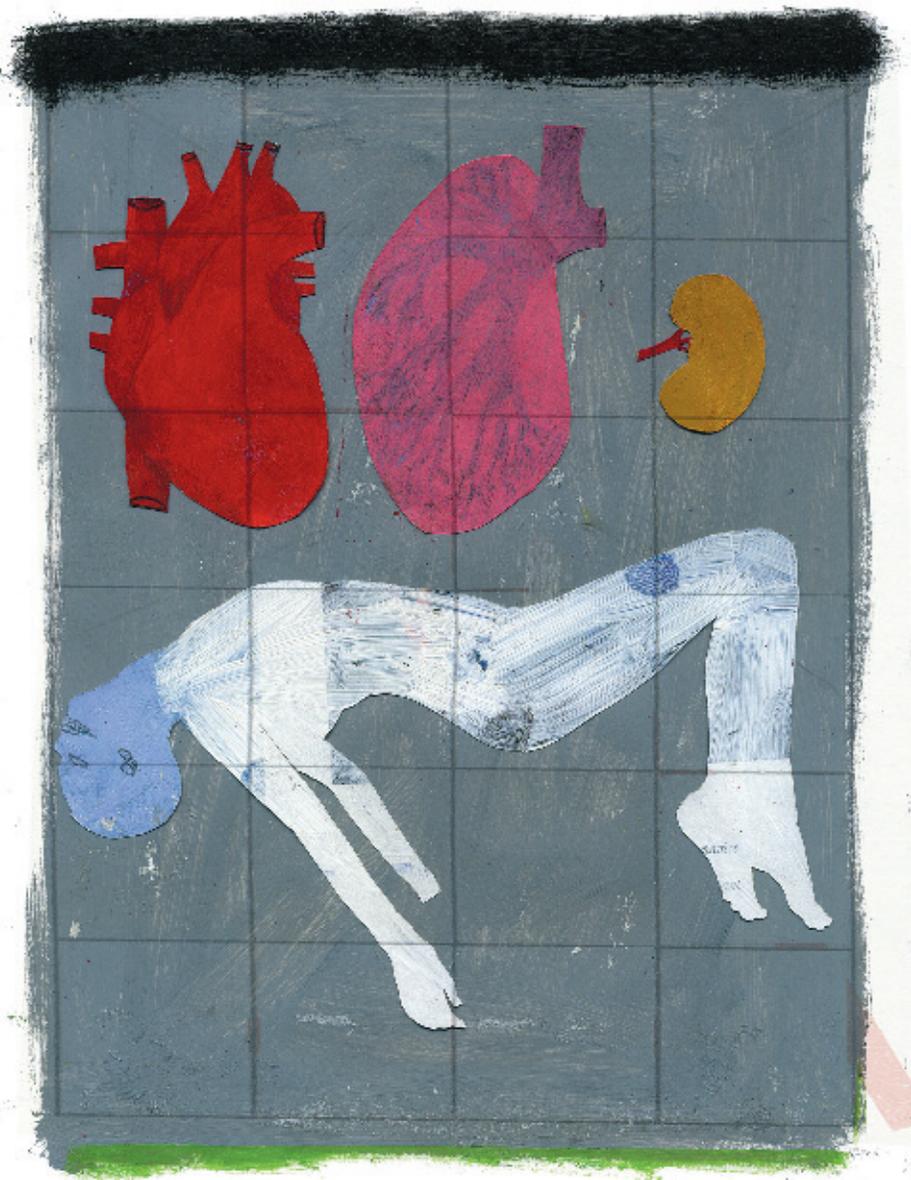
L'émergence de la biocitoyenneté s'accompagne d'une représentation du corps comme capital. Le maintien et le prolongement de la santé apparaissent alors sous l'angle d'un

investissement qui augmente la « valeur » sociale des individus. De manière plus générale, l'idée du corps comme capital réfère directement à la notion néolibérale de *capital humain* élaborée par l'économiste Gary Becker au début des années 1960. Couronnés en 1992 du prix « Nobel » d'économie, les travaux de Becker ont en effet exercé une nette influence sur la façon de concevoir l'ensemble de la vie humaine en termes économiques, notamment en ce qui concerne le corps et le patrimoine biologique individuel. Définie comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par l'accumulation de connaissances [...] et de savoir-faire³ », la notion de

La bioéconomie est indissociable de la biocitoyenneté, c'est-à-dire d'une nouvelle forme de citoyenneté centrée sur l'optimisation des potentialités biologiques et corporelles des individus.

capital humain développée par Becker prend également en compte son capital biologique, c'est-à-dire l'état de santé global d'un individu. Elle étend le modèle libéral de l'*homo œconomicus* à l'ensemble des dimensions de la vie humaine. Étroitement liée au paradigme informationnel et à l'émergence d'une économie du savoir, cette notion correspond à « un stock de connaissances et d'expériences, accumulé par son détenteur tout au long de sa vie par des investissements⁴ ». Ces derniers peuvent prendre la forme de diplômes académiques, d'expériences professionnelles, de régimes, d'entraînement physique et même de soins de santé. Le capital humain se mesure au salaire auquel un individu peut aspirer sur le marché. Suivant cette logique, chaque individu possède un capital (intellectuel, physique, biologique) qu'il se doit de faire fructifier par le biais d'investissements personnels. Contrairement au concept marxiste de travail, la notion de capital humain fait disparaître les logiques d'exploitation et les inégalités sociales induites par le marché. Sur ce point, il est important de souligner que Gary Becker est l'un des rares économistes à défendre ouvertement l'instauration d'un marché des organes humains chez des « donneurs » vivants ou morts.

La notion de capital humain est indissociable du développement de la bioéconomie parce qu'elle cautionne l'affirmation d'une culture de l'expérimentation autant du côté des chercheurs que de celui des patients. En effet, la valorisation économique de la créativité technoscientifique sous forme de brevet et la course à l'innovation biomédicale à laquelle cette



Lino, *Guinea pig*, 2017, œuvre numérique, techniques mixtes

logique a donné lieu ont amené les chercheurs et les compagnies pharmaceutiques à vouloir accélérer le processus menant à la commercialisation de leurs découvertes. Cela a soulevé une remise en cause des règles d'éthique encadrant les protocoles d'essais cliniques – héritées du procès de Nuremberg des criminels nazis, à la fin de la Seconde Guerre mondiale –, qui ont pour but de protéger les participants face aux risques et aux abus de l'expérimentation biomédicale. Par exemple, avant de pouvoir effectuer des essais sur des sujets humains, les compagnies pharmaceutiques doivent faire une série de tests précliniques sur des animaux. Or, la course à l'innovation et les espoirs suscités par la recherche ont donné lieu à une remise en cause des mesures de protection des citoyens au profit d'une revendication du *droit à l'essai* de la part de groupes de patients.

Devenir cobayes

Au-delà des souffrances et des angoisses vécues par les patients confrontés à la maladie, ce que recouvre le mouvement en faveur du droit à l'expérimentation, c'est en fait une culture néolibérale qui transforme chaque patient en entrepreneur de la recherche. La conception du corps comme capital motive les biocitoyens à vouloir investir dans le maintien de leur santé

en prenant des risques. Si présenter les choses sous cet angle peut sembler froid face aux tristes réalités de la maladie, cette analyse permet toutefois de mesurer la profondeur des enjeux sociaux, culturels et symboliques liés au déploiement de la bioéconomie.

Le fondement néolibéral du mouvement en faveur du droit à l'essai ressort assez clairement dans l'apparition « d'essais sauvages » chez des groupes de patients atteints de cancer. Dans son livre *Des cobayes et des hommes. Expérimentation sur l'être humain et justice* (Les Belles Lettres, 2011), le sociologue Philippe Amiel relate le cas d'expérimentations menées spontanément par des patients atteints du cancer à la suite de l'annonce faite par le chercheur canadien Evangelos Michelakis, en 2007, au sujet du potentiel anticancéreux du DCA (dichloroacétate), un potentiel observé lors de tests précliniques sur des rats. Aucune compagnie pharmaceutique ne s'était alors montrée intéressée à financer des essais cliniques qui permettraient de mesurer l'efficacité réelle du DCA dans le traitement contre le cancer, puisqu'il s'agit d'une molécule commune, à la structure chimique bien connue, ne pouvant ainsi faire l'objet d'un brevet. Or, l'année même où ces résultats prometteurs sont publiés, la revue *Nature* fait paraître un article faisant état d'un nouveau phénomène : l'expérimentation illégale du DCA par des patients atteints du cancer. Rendue disponible sur Internet par un biologiste

cherchant un traitement pour un ami cancéreux en phase terminale, la molécule faisait ainsi l'objet « d'essais sauvages ». S'exposant volontairement aux risques, les patients partageaient sur le Web leur expérience « clinique » en notant les symptômes et les signes physiques liés à l'absorption du DCA. À la suite de ces expérimentations mises en ligne, plusieurs compagnies pharmaceutiques, saisissant la valeur économique des données médicales fournies par les patients, ont mis à leur disposition des forums d'échanges afin d'obtenir des renseignements sur les effets de médicaments déjà commercialisés.

En plus de contrevenir aux lois en vigueur en matière d'expérimentation clinique, les « essais sauvages » témoignent d'un refus, de la part des patients-activistes, de se conformer aux protocoles éthiques et aux règles méthodologiques encadrant les essais cliniques. Ainsi, au nom du droit à l'essai, ce sont les cadres scientifiques et légaux de la recherche biomédicale établis après la Seconde Guerre mondiale qui sont contestés, témoignant d'une transformation importante des politiques de santé. En faveur d'une reconnaissance du droit à l'essai, le sociologue Philippe Amiel critique d'ailleurs ouvertement « l'inanité des dispositions paternalistes que la loi française sur la recherche biomédicale contient encore » (p. 15). Or, aussi

légitimes soient-elles, les revendications en faveur du droit à l'essai négligent de prendre en compte le contexte global dans lequel s'effectue désormais la recherche biomédicale. De manière implicite, c'est le rôle régulateur de l'État qui est ainsi remis en cause. Le modèle participatif de la recherche prôné par les associations de patients tend à rendre invisibles les logiques économiques d'appropriation du travail clinique, de privatisation et de commercialisation sur lesquelles repose la recherche biomédicale.

Les banques de sang de cordon ombilical

Apparues dans les années 2000, les banques privées de sang provenant de cordons ombilicaux supposent un tout autre modèle du corps et de la médecine. Suivant une conception néolibérale de la santé, les entreprises spécialisées dans la collecte et la congélation de ce qu'on appelle le « sang de cordon » offrent en fait aux femmes « d'investir » dans la santé de leur famille, plus particulièrement celle de leurs nouveau-nés, afin d'assurer leur avenir biologique. Sous l'impulsion des recherches en médecine régénératrice, les cellules souches de cordons sont apparues comme une réserve de vitalité qui pourrait éventuellement permettre de soigner un cancer ou une maladie dégénérative.

Malgré un manque total de données scientifiques prouvant les bienfaits médicaux d'une telle entreprise, on voit fleurir un peu partout sur la planète des banques privées de sang de cor-

don qui s'adressent directement aux femmes enceintes, par la publicité. Réservées à des familles de classes moyennes et aisées, ces banques proposent en fait une *biosurance*, pour reprendre la terminologie commerciale de la clinique montréalaise Ovo. Moyennant un coût d'environ 1100 \$ pour la congélation et l'entreposage pour la première année, puis de 130 \$ dollars pour les années subséquentes, les parents peuvent ainsi capitaliser sur l'avenir biologique de leur enfant. À défaut d'avoir une réelle valeur médicale, cette *biosurance* possède néanmoins une valeur hautement symbolique. Elle promet ni plus ni moins d'assurer une meilleure santé et une plus grande longévité aux personnes qui y souscriront.

En présentant la conservation du sang de cordon comme une forme d'assurance-santé personnalisée destinée à prémunir leur enfant contre des maladies graves, les biobanques privées exercent donc indéniablement une pression sur les futurs parents. On promeut ainsi un nouveau modèle du « bon parent », soit celui qui veille sur l'avenir biologique de son enfant en investissant dans une *biosurance*. Alors même que les bienfaits de cette forme de préservation privée sont contestés, l'aspect financier de cette pratique induit une inégalité sociale entre les enfants dès leur naissance. Ainsi, non seulement tous les enfants ne sont-ils pas égaux devant la mise en marché spéculative de leur avenir biologique, mais leur santé est également de plus en plus perçue comme un bien privé dans lequel on peut investir afin d'accroître leur capital vital. →

POST-HOMME OU POSTHUME ?

Louise Vandelac

L'auteure est professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement et au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal

Dimanche 17 juillet 2016. Rivée à mon ordinateur à Montréal, je suivais, stupéfaite, le premier Sommet Novus de l'Université de la Singularité, présidé par Peter Diamandis, l'un des leaders du mouvement transhumaniste. Le tout, rediffusé en direct du siège même de l'ONU à New York par la webtélé des Nations unies!

Qu'il s'agisse d'un coup de poker ou d'un coup de pub pour leur *think tank*, ce sommet illustre toute l'influence des cofondateurs de l'Université de la Singularité et des intérêts qui la soutiennent. Ray Kurzweil, chef de projets chez Google depuis 2012, et Peter Diamandis, cofondateur et co-président d'une entreprise de thérapie génique et cellulaire, Human Longevity, et d'une firme de conception de vaisseaux spatiaux pour prospection commerciale d'astéroïdes, Planetary Resources, ont en effet créé cette université de « l'exponentiel », financée par la NASA, Nokia, Cisco, Genentech et Autodesk. Dans la nébuleuse des projets transhumanistes – allant du clonage au cyborg,

de l'allongement de la vie à la « mort de la mort » – la Singularité, promue à grands frais par les géants du Web désignés sous l'acronyme GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft), marquerait un moment historique où, vers 2050, avance Kurzweil, l'intelligence humaine serait dépassée par la croissance des technologies.

La diffusion du « mythe de la singularité » profite également à la puissance politico-économique des technologies convergentes : nanotechnologies, biotechnologies, technologies de l'information et neurosciences (NBIC). Bénéficiant de financements publics et privés inégalés et de liens privilégiés dans les plus hautes instances, les NBIC, véritables moteurs technoeconomiques, s'ouvrent désormais sur une nouvelle convergence, celle du savoir, de la technologie et de la société : « *Converging Knowledge, Technology and Society* » (CKTS) (Voir l'article de Jean-Claude Guillebaud, p. 17). Or, ce modèle d'organisation technopolitique, où savoirs et sociétés sont inféodés à la technologie, offre un éclairage plus troublant encore que les projets post-humanistes.

En dépit du rose paradoxal dont il enveloppe ses « lendemains qui chantent », l'univers autoréférentiel du « post-homme », imaginaire clonique, obsédé de reproduction technique et véritable négation en acte de l'altérité, est un univers d'évanescence du corps, d'abolition des sexes et des générations – abscisses et ordonnées de notre ancrage au monde –, bref, d'*obsolescence de l'homme*, selon le titre prémonitoire d'un livre de Günther Anders (éd. Fario, 2011). →

La biocitoyenneté : au-delà du transhumanisme

Bien au-delà du transhumanisme, la biocitoyenneté s'exprime par une volonté de contribuer à même son corps à l'innovation biomédicale. Fondée sur une économie de la promesse et de l'espoir, la bioéconomie, quant à elle, participe d'une refondation complète des cadres politiques hérités de l'après-guerre, qui s'estompent à mesure que s'effacent les références au procès de Nuremberg, au profit d'une biocitoyenneté néolibérale. Car la prise de risque et l'expérimentation scientifique sont désormais considérées comme des façons d'investir dans son capital corporel.

Plus discrète et plus diffuse que le mouvement transhumaniste, la biocitoyenneté néolibérale en est pourtant le véritable terreau.

En fait, dans le contexte de la globalisation des soins de santé et du vieillissement de la population, c'est l'idée même de santé publique qui est menacée puisque désormais, dès la naissance, certains enfants deviennent l'enjeu d'un commerce qui vise à mettre en banque le potentiel biologique de leur sang de cordon.

Pourquoi s'abandonnerait-on à une emprise technoéconomique d'une puissance opératoire aussi inégalée et concentrée entre quelques mains ? Pourquoi accepterait-on de réduire l'être, la société et la biosphère à de simples « plateformes » techniques d'intervention, au profit d'une croissance économique aveugle à ses propres fins et aux enjeux inconscients traversant notre époque ? Et qui peut sérieusement ignorer ce qu'on nous propose, à savoir de devenir les otages médusés d'un avenir binaire dessiné par ceux qui nous y destinent, dans un monde réservé à quelques privilégiés, au détriment du bien commun et de l'humanité ?

En dépit de leur effet de séduction, en fait, ces discours de toute-puissance technique prétendant « tout résoudre » accélèrent non seulement l'écocide, mais aussi, souligne le biologiste Jacques Testart, l'anthropocide.

Le transhumanisme, obsédé par la sortie en douce de l'espèce humaine, n'a en effet ni intérêt pour ce qui a constitué jusqu'alors l'humanité ni besoin de préserver les conditions de vie pour tous les vivants et pour les générations futures : la technologie s'occupera de tout. Raisonnablement absurde ? Déjà, pour justifier leur inaction face aux menaçants changements climatiques, certains dirigeants invoquent des projets de géo-ingénierie, prétentions insensées de manipulation à large échelle du climat, aux risques incalculables. D'autres invoquent le recours au « *gene drive* », ensemble de techniques expérimentales de modification génétique des traits d'une espèce ou d'une population sur plusieurs générations, comportant des risques majeurs pour la biodiversité. Beaucoup plus lourd de

Face aux coûts grandissants des soins et à la démultiplication des innovations biomédicales, les inégalités déjà présentes risquent de s'accroître. D'autant plus que, comme on l'a vu, la globalisation de la recherche biomédicale contribue à engendrer de nouvelles formes d'exploitation biologique, que ce soit à travers la valorisation de l'expérimentation médicale ou par la mise en valeur économique de tissus humains (sang de cordon, ovules, cellules souches, etc.). Plus discrète et plus diffuse que le mouvement transhumaniste, la biocitoyenneté néolibérale en est pourtant le véritable terreau. Fondée sur une conception du corps comme capital, elle favorise une culture de la performance, de l'expérimentation et de la mise en valeur de son potentiel biologique qui s'exprime de manière extrême dans le transhumanisme. ©

1. N. Rose, *The Politics of Life Itself. Biomedicine, Power and Subjectivity in the Twenty-First Century*, Oxford, Princeton University Press, 2006.

2. Voir C. Lafontaine, *La société postmortelle. La mort, l'individu et le lien social à l'ère des technosciences*, Paris, Seuil, 2008.

3. Voir le dossier consacré à Gary Becker sur le site de l'École normale supérieure de Lyon : <ses.ens-lyon.fr/a-les-fondements-de-la-theorie-du-capital-humain>.

4. *Idem*.

sens encore, comment éviter que la toute récente modification génétique d'un embryon humain par la technique d'édition de gène CRISPR-Cas9 n'incite bientôt une génération à remodeler celle qui suit, au nom, comme toujours, de nobles justifications, qui – on l'a vu mille fois – changeront au fil des possibilités techniques ?

« C'est parce que les avancées du transhumanisme sont insidieuses, presque invisibles et insensibles à chaque pas, qu'elles se déroulent dans l'hébétude ou l'indifférence », souligne Jacques Testart. Ses promoteurs profitent de cette passivité. « Et les technosciences avancent sans rencontrer de résistances¹ ».

Peut-on croire, alors, que les crises croissantes et enchevêtrées du climat, de la biodiversité, de l'énergie, des ressources, de la santé et de la fertilité masculine, menaçant littéralement le corps de la planète, le corps humain, le corps social et celui de la pensée, vont freiner, paralyser et peut-être anéantir les prétentions de créer un homme de silicium ? Ou encore vont-elles, au contraire, multiplier les fantasmes de surhomme aux pouvoirs exponentiels et accaparer ainsi le peu de temps, d'énergie, d'argent et d'intelligence collective si indispensables à l'incontournable virage écologique et, du même coup, renvoyer la pensée, la solidarité et l'empathie, ciments de nos liens au monde, dans les limbes de l'histoire ? Histoire à suivre... pour que nous puissions donner suite et sens à l'Histoire.

1. J. Testart, « Résister au transhumanisme. Pourquoi ? Comment ? » [en ligne]. Voir <jacques.testart.free.fr>.